

# Grèce : une semaine de mobilisation

jeudi 25 juillet 2013, par [ANASTASSIADIS Tassos](#) (Date de rédaction antérieure : 25 juillet 2013).

**Contre la suppression de pan entier des services publics, des dizaines de milliers de personnes étaient dans la rue pendant toute une semaine, bien au-delà de la journée de grève générale du mardi 16 juillet. Mais cela n'a pas suffi à annuler le vote par le Parlement de la première loi de licenciements massifs des fonctionnaires.**

Interdits par la Constitution grecque, la possibilité de licenciements arbitraires dans le public constitue un élément central du dispositif que la bourgeoisie européenne teste en Grèce. Des licenciements massifs, des centaines de milliers, ont déjà eu lieu dans le public, mais c'était surtout les contrats flexibles de toutes sortes (sous traitants, saisonniers, etc.). On attaque maintenant le noyau dur du travail public qui, après trois ans d'attaques contre les conditions de travail et les salaires, garde cependant une certaine garantie du poste de travail.

Faire sauter ce verrou est une condition mise par les représentants officiels des Hollande et des Merkel (la troïka) pour la dernière sous-tranche de financement : licencier tout de suite des fonctionnaires. Les 10 000 licenciements dans l'éducation nationale ne suffisent pas. C'est pourquoi la troïka a emprunté au privé la méthode de la « mort subite », testée avec la radio-télévision publique. On a donc supprimé d'un coup les gardiens des écoles, les polices municipales, dont les licenciements s'ajoutent à ceux de la radio-télé et à la suppression de lycées techniques, la quasi-fermeture de six hôpitaux...

## Satisfaire les usuriers internationaux

Leur représentant, le ministre allemand des Finances, Wolfgang Shoebler, a même fait une visite éclair pour saluer le gouvernement grec, une occasion idéale pour ressortir une loi oubliée (datant de la dictature des colonels) pour interdire tout rassemblement public de plus de deux personnes. La manifestation bravant cette interdiction a couronné la première partie de la semaine et a ouvert l'autre partie, contre la « légalisation parlementaire » du coup d'État du 11 juin, grâce auquel a été « fermée » la radio-télévision publique (ERT). Mais, malgré la grève de solidarité dans les chaînes de télévision privées dont les patrons ont tout à gagner de la fermeture de la radio-télévision publique, le vote a bien eu lieu.

Ce « succès » parlementaire ne clôt pas la question : les travailleurs de ERT ont réagi à leur « mort subite » et ont gagné beaucoup de sympathie, en maintenant un programme retransmis par internet et transformant les locaux de ERT dans plusieurs villes en centres de rencontre socio-culturel permanents. La bataille, sociale et politique continue...

**Tassos Anastassiadis** d'Athènes

---

---

**P.-S.**

\* Publié dans : Hebdo Tout est à nous ! 205 (25/07/13). <http://www.npa2009.org/>